



Confinements : Je proteste*

par
Jörg Guido Hülsmann



Jörg Guido Hülsmann est économiste, professeur agrégé à l'Université d'Angers. Il est également Senior Fellow du Ludwig von Mises Institute, membre de l'Académie européenne des sciences et des arts et membre correspondant de l'Académie pontificale pour la vie. Ses recherches en cours portent sur l'économie politique des marchés financiers et la théorie monétaire et bancaire. Pour plus d'informations, consultez : guidohulsmann.com

* La version originale de ce texte, en langue anglaise, a été publiée le 24 Avril 2020, alors que nous étions confinés. Ceci est une version révisée du texte original.



Au lendemain de la première guerre mondiale, l'éminent économiste britannique, Edwin Cannan, dut se justifier de ce qu'il avait fait pendant les terribles années de la guerre. Il répondit : « J'ai protesté. » Le présent article constitue une protestation analogue contre les politiques de confinement mises en place dans la plupart des pays pour faire face à la pandémie de coronavirus.

Je suppose que ces politiques sont compréhensibles et bien intentionnées. Cependant, comme de nombreux autres commentateurs, je pense qu'elles ont été mal pensées, nuisibles et potentiellement désastreuses.

La guerre, les experts et la planification publique

Ma protestation concerne en particulier les fondements théoriques clairement énoncés par le Président Macron dans son discours télévisé du 12 mars, dans lequel il énonçait trois affirmations que je trouve des plus intrigantes.

La première était que son gouvernement allait appliquer des mesures drastiques pour « sauver des vies » parce que le pays était « en guerre » contre le virus Covid-19. Il a utilisé à plusieurs reprises l'expression « *nous sommes en guerre* » tout au long de son discours.

Deuxièmement, il a insisté dès le début qu'il était impératif de tenir compte des conseils des « experts » : nous devrions tous être à l'écoute et suivre les conseils de « ceux qui savent » – c'est-à-dire qui connaissent le problème et qui savent comment y faire face.

Son troisième argument majeur était que cette situation d'urgence avait révélé combien il était important de bénéficier d'un système de santé publique géré par l'État. Sans surprise, le



président a sous-entendu que ce système serait renforcé à l'avenir – ce qui est actuellement confirmé, mais aussi que la planification serait de retour.

Or, ces idées ne sont pas les idées privées de M. Macron. Elles sont partagées par tous les principaux gouvernements de l'Union Européenne et par de nombreux gouvernements dans d'autres parties du monde. Elles sont également partagées par tous les grands partis politiques, ici en France, ainsi que par les prédécesseurs du Président Macron. Par conséquent, le but des remarques suivantes n'est pas de critiquer ni le président de ce beau pays, ni son gouvernement, ni aucune personne en particulier. Le but est de critiquer les idées sur lesquelles se fonde la politique actuelle.

Ma protestation ne concerne pas davantage l'évaluation médicale du virus Covid-19 et de sa propagation ; je ne possède aucune connaissance ou expertise en épidémiologie. Elle concerne les politiques publiques conçues et mises en œuvre. Car, pour autant que je puisse le constater, ces politiques sont basées sur une affirmation extraordinaire et deux erreurs fondamentales.

Une affirmation extraordinaire : la guerre contre un virus

L'affirmation extraordinaire tout d'abord : les mesures en temps de guerre telles que le confinement et la fermeture des activités commerciales sont justifiées par l'objectif de « sauver des vies » menacées en raison de la pandémie de coronavirus en plein essor.

Ici, en Europe, nous étions habitués à entendre les présidents américains utiliser ces expressions depuis les années 1960 : ils nous avaient annoncé « la guerre contre la pauvreté » ou « la



guerre contre la drogue » ou « la guerre contre le terrorisme » ou plus récemment, « la guerre contre le dérèglement climatique ». Cette rhétorique nous semblait l'une des nombreuses excentricités américaines. D'ailleurs aucune de ces guerres (potentielles) n'a jamais été gagnée, malgré les insondables sommes d'argent dépensées par le gouvernement américain, malgré les nouvelles institutions mises en place et malgré les atteintes considérables qui continuent de rogner insidieusement les libertés économiques et civiles des citoyens Américains ordinaires. Les problèmes n'ont cessé de s'aggraver et de se démultiplier.

La plupart des gouvernements européens ont maintenant rejoint les rangs américains et considèrent qu'ils sont, eux aussi, en guerre contre un virus. Il convient donc d'insister sur le fait qu'il s'agit d'un langage métaphorique. Une guerre est un conflit militaire conçu pour protéger l'État – et donc l'institution même qui est communément tenue de garantir la vie et les libertés des citoyens contre les attaques malveillantes d'une puissance extérieure – généralement un autre État. Dans une guerre, l'existence même de l'État est menacée. De toute évidence, ce n'est pas le cas en l'espèce. Par ailleurs, il ne peut y avoir de guerre avec un virus, simplement parce qu'un virus *n'agit* pas. Par conséquent, le mot « guerre » ne saurait être utilisé en l'occurrence que de façon imagée, et ne saurait servir de prétexte à des atteintes aux libertés civiles et économiques que l'État est censé protéger.

La protection de la vie des citoyens pourrait donc sans doute justifier des interventions massives de l'État. Mais dans ce cas précis combien de vies sont en jeu ? Les épidémiologistes gouvernementaux, fût-ce dans leurs plus terribles estimations, n'ont jamais évoqué un virus aussi dangereux que ceux qui



régulièrement provoquent la mort de milliers de personnes (et par priorité de personnes âgées).

Par contraste les « mesures de guerre » prises menaçaient à coup sûr les moyens de subsistance économique de la grande majorité de la population mais aussi la vie des plus pauvres et des plus fragiles de l'économie mondiale – un point sur lequel je reviendrai plus tard. Permettez-moi aussi de constater que la « protection de la vie » n'est pas aussi bien assurée quand il s'agit de l'avortement ou de l'euthanasie¹.

La prétention selon laquelle des politiques drastiques sont justifiées afin de « sauver des vies » va également à l'encontre de politiques antérieures dans d'autres domaines. Une alternative dans le passé aurait été la possibilité de « sauver des vies » en allouant une plus grande partie du budget du gouvernement aux hôpitaux publics, en réduisant encore les limites de vitesse sur les autoroutes, en augmentant l'aide étrangère aux pays au bord de la famine, en interdisant le tabagisme, etc. Je vous rassure, je ne souhaite pas plaider en faveur de telles politiques. Ce que je veux dire, c'est que la politique gouvernementale n'a jamais eu pour seul et unique objectif de « sauver des vies » ou de prolonger la vie autant que possible. En fait, une telle politique serait totalement absurde et impraticable, comme je l'expliquerai plus loin.

Il est difficile de ne pas avoir le sentiment que la « guerre pour sauver des vies » est une farce. La vérité serait plutôt que la crise

¹ La liberté individuelle et le bien-être des femmes qui souhaitent avorter leurs enfants ont reçu la priorité sur le droit à la vie des enfants à naître. Selon les chiffres de l'OMS, chaque année, quelque 40 à 50 millions de fœtus sont avortés dans le monde. Rien qu'en 2018, plus de 224 000 avortements ont eu lieu en France. Quelle que soit la gravité de la pandémie actuelle de Covid-19, elle restera une fraction du nombre de ces petites victimes. Je remarque aussi que les services d'orthogénie fonctionnent normalement et sans relâche.



de Covid-19 a été utilisée pour étendre les pouvoirs de l'État en agitant le spectre de la mort. Le gouvernement obtient le pouvoir de tout contrôler et fige toutes les autres préoccupations humaines au nom de la prolongation de la vie de quelques « privilégiés ». Jamais ce principe n'a été admis dans un pays libre.

Afin d'éviter tout malentendu, je ne prétends pas non plus que le gouvernement français actuel cherche à avoir le pouvoir de vie ou de mort sur ses gouvernés, ou encore des pouvoirs dictatoriaux pour introduire le socialisme par une porte dérobée sous le couvert de Covid-19. En fait, je ne peux pas imaginer que M. Macron et son gouvernement soient mus par de si sinistres motivations. Je pense qu'ils ont les meilleures intentions.

Mais il y a une différence entre faire le bien et vouloir faire le bien.

Visite au monde des experts

Une erreur fondamentale est de dire que les experts « savent » et que nous tous devons leur faire confiance et suivre leurs conseils.

Les universitaires et les praticiens hospitaliers les plus brillants en conviennent : ils n'ont de connaissances approfondies que dans un domaine très étroit. En revanche ils n'ont aucune expertise particulière pour concevoir de nouvelles solutions pratiques et, quand ils sont confrontés à des problèmes sociaux à grande échelle tels que la pandémie actuelle, leurs préjugés professionnels sont susceptibles de les induire en diverses erreurs. Ce constat est flagrant dans d'autres domaines académiques, notamment dans ma propre discipline, l'économie. Permettez-moi d'expliquer cela plus en détail.



Le type de connaissances pouvant être acquis par la recherche scientifique n'est qu'un préalable à l'action. La recherche repère les faits pertinents et donne *une* connaissance *partielle* des liens de causalité. L'économie nous dit par exemple que la masse monétaire est corrélée positivement au niveau des prix unitaires. Mais ce n'est pas tout. D'autres causes entrent également en jeu. La prise de décision dans le monde réel ne peut pas simplement reposer sur quelques faits et un certain nombre d'autres éléments de connaissance partielle. Elle doit intégrer l'influence d'une multitude de circonstances, qui ne sont pas toutes connues et qui ne sont pas toutes en relation directe avec le problème en jeu. Elle doit arriver à des conclusions équilibrées et parfois temporelles quand les circonstances évoluent rapidement.

À cet égard, l'archétype de l'expert n'est pas du tout un expert. Combien de lauréats du prix Nobel d'économie ont significativement fait croître leur patrimoine en investissant leur propre épargne ? Combien de virologues ou d'épidémiologistes ont créé et exploité une clinique ou un laboratoire privé ? Je ne ferais jamais confiance à un collègue qui aurait la folie de se porter volontaire pour diriger un comité central de planification. Je ne fais pas davantage confiance à un épidémiologiste qui a la témérité de parader comme pont de Covid-19. Je ne crois pas un gouvernement qui me dit connaître « les experts » qui savent comment protéger et diriger un pays tout entier.

En outre, il faut considérer que la connaissance scientifique est, au mieux, à la pointe de la connaissance à un instant donné. La qualité la plus précieuse de la science ne se voit pas dans ses résultats, qui ne sont presque jamais définitifs. Ce qui est crucial, c'est le *processus scientifique* : c'est un processus *concurrentiel* basé sur des *désaccords* concernant la validité et la pertinence des différentes hypothèses de recherche. Ce processus est particulièrement important lorsqu'il s'agit de *nouveaux*



problèmes – comme un nouveau virus, qui se propage de façon extraordinaire et a des effets apparemment inouïs. C'est précisément dans de telles circonstances, lorsque les enjeux sont importants, que la confrontation impartiale et l'exploration concurrentielle de différents points de vue revêtent une importance capitale. Les pontes de recherche et les planificateurs centraux ne sont ici d'aucune utilité. Ils font partie du problème, pas de la solution.

Un gouvernement qui mise sa maison sur un cheval et confie la gestion d'une pandémie à une seule personne ou institution n'obtient, au mieux, qu'une seule chose : que tous les citoyens reçoivent le même traitement. Mais il ralentit ainsi le processus de recherche qui conduit à la découverte des meilleurs traitements et qui rend ces traitements rapidement accessibles au plus grand nombre de patients.

Il est également important de garder à l'esprit que les universitaires – et cela inclut les épidémiologistes tout comme les économistes et les juristes – sont généralement des employés du gouvernement, et que cela colore leur approche des problèmes pratiques. Ils sont susceptibles de penser qu'un grave problème, touchant la plupart voire la totalité des citoyens, devrait être résolu par l'intervention de l'État. Beaucoup d'entre eux sont en effet incapables d'imaginer autre chose.

Ce problème est renforcé par un *biais de sélection* qui s'avère néfaste. En effet, les universitaires qui optent pour une carrière administrative ou politique et qui se hissent dans les rangs supérieurs de la fonction publique ne peuvent manquer d'être convaincus que l'action de l'État est appropriée et nécessaire pour résoudre les problèmes les plus importants. Sinon, eux-mêmes n'auraient pas choisi une telle carrière. Un bon exemple parmi tant d'autres est l'actuel directeur de l'OMS, Tedros Adhanom qui, me semble-t-il, est un ancien membre d'une organisation



communiste étroitement liée au gouvernement chinois. Mon argument ici n'est pas que le directeur de l'OMS ne doive pas avoir d'opinions politiques, ou que le Dr. Adhanom soit le mal personnifié ou encore qu'il soit incompetent. Le fait est qu'il n'est pas surprenant que des hommes comme lui occupent des postes de direction dans des organisations publiques et que la solution qu'il envisage pour faire face à une pandémie est susceptible d'être influencée par son agenda politique personnel et pas seulement par de bonnes intentions et les informations médicales disponibles.

Planification : le principe de l'économie libre abandonné

Les libertés civiles et économiques ne seraient-elles qu'une sorte de bien de consommation – peut-être même un bien de luxe, dont on n'aurait pas usage en période de crise, vue l'urgence d'une solution ?

Certainement pas : la liberté est à coup sûr l'instrument le plus puissant pour affronter pratiquement n'importe quel problème, quelles que soient son importance et son urgence. Et la réciproque de cette vérité, c'est que les gouvernements *échouent généralement* chaque fois qu'ils tentent de résoudre des problèmes sociaux, et même des problèmes très ordinaires (pensez par exemple à l'Éducation nationale ou aux logements gérés par l'État).

En raison de la mécanique du processus politique, les gouvernements sont susceptibles de réagir de manière excessive à tout problème suffisamment important pour faire l'actualité et pour influencer les électeurs. Les gouvernements se concentrent alors généralement sur ce seul problème et ignorent totalement que ce qui « marche » ce n'est pas de paralyser l'économie, dont le principe est celui de la diversité, de la complexité, de l'échange et du processus d'essais et erreurs propre à approcher de ce qui



convient le mieux. Ignorants de l'économie, les gouvernements s'en tiennent à un plan unique et négligent complètement les dimensions sociale et politique de toute résolution d'un problème. Face au problème du virus le plan a été un confinement de nature à suspendre la vie économique, c'est-à-dire l'économie de la vie.

Je ne conteste pas que des confinements soient efficaces pour réduire la vitesse de transmission d'une pandémie. Je n'ai aucune opinion sur la manière la plus appropriée de faire face aux pandémies ou autres problèmes de virologie ou de médecine. Mais en tant qu'économiste, je vois l'importance cruciale de reconnaître le fait qu'il n'y a jamais un objectif unique de toute vie humaine. Il y a toujours un large éventail d'objectifs divers et variés que chacun de nous poursuit. Le problème pratique pour chaque personne est de trouver le bon équilibre et la bonne séquence temporelle dans l'action. Traduit au niveau de l'économie dans son ensemble, ce problème est d'allouer les bonnes quantités de temps et de ressources matérielles aux différents objectifs.

Pour la plupart des gens, la protection de leur propre vie et de celle de leur famille revêt une très grande importance. Mais quelle que soit l'importance de cet objectif, en pratique, il ne peut être parfaitement atteint. Pour protéger ma vie, j'ai besoin de nourriture, donc je dois travailler, j'ai donc besoin de m'exposer à toutes sortes de risques associés au fait de quitter l'espace sécurisé de ma maison et d'affronter ainsi la nature et d'autres humains. En bref, les vies humaines *ne peuvent pas* être parfaitement protégées même par ceux qui sont prêts à subordonner tout le reste à leur protection. C'est une impossibilité pratique. En ce qui concerne la protection de la vie, la seule question est : *jusqu'où* suis-je prêt à risquer ma vie et la vie de ceux qui dépendent de moi ? Et il s'avère, plus souvent qu'on ne le pense, qu'en risquant



beaucoup, on protège mieux². D'ailleurs l'aversion au risque n'est pas si répandue qu'on pourrait le croire, bien au contraire elle est exclue dans certaines activités (soldats, policiers, marins, infirmières par exemple) et dans certains comportements (fumer, boire, se droguer, jouer).

Ces évidences, qui échappent aux gouvernements qui prétendent tout régir, constituent le principe même de l'économie libre, dans laquelle les préférences et les activités de tous les acteurs du marché sont interdépendantes. Dans l'ordre du marché, chacun aide les autres à poursuivre ses objectifs, même si ces objectifs peuvent finalement contredire les leurs. Le mangeur de viande peut être un mécanicien qui répare les voitures des végétariens, ou un comptable qui tient la comptabilité pour une ONG végétarienne. Le soldat protège également les pacifistes. Parmi les pacifistes, il peut y avoir des agriculteurs qui cultivent la nourriture consommée par les soldats, etc.

Il est impossible de démêler toutes ces interconnexions et ce n'est pas non plus nécessaire. Dans une économie de marché, le fait est que les facteurs qui déterminent la production de tout bien économique *ne sont pas uniquement des facteurs techniques*. Par l'échange, par la division du travail, tous les processus de production sont interdépendants. L'efficacité des médecins et des infirmières et de leurs assistants ne dépend pas seulement des personnes qui leur fournissent directement le matériel dont ils ont besoin. Indirectement, cela dépend aussi des activités de tous les autres producteurs qui n'ont rien à voir avec les services médicaux dans les hôpitaux. Même en situation d'urgence, il est donc nécessaire de respecter les besoins et les priorités de ces

² Ce qui est vrai pour la vie éternelle de son âme (« Car celui qui veut sauver sa vie la perdra, mais celui qui perd sa vie pour moi la trouvera. » – Matthieu 16 : 25) est également vrai pour la vie matérielle, ici-bas sur cette terre.



autres acteurs. Les enfermer, les confiner, loin de faciliter le fonctionnement des hôpitaux, finira par avoir un impact sur ces derniers lorsque les chaînes d'approvisionnement se déliteront et que les denrées de consommation commenceront à manquer.

Certains évoquent l'alibi de l'urgence à court terme. Mais l'urgence de lutter contre le virus Covid-19 était-elle plus évidente que d'autres urgences, qui sont fatalement apparues avec les politiques de verrouillage et de confinement ? Des personnes n'ont pas reçu de traitements vitaux parce que les lits d'hôpital et le personnel étaient réquisitionnés pour les victimes du Covid-19. D'autres personnes se sont suicidées parce qu'elles ont été conduites à la dépression ou à la folie. D'autres encore sont devenues des victimes en raison de violences domestiques induites par le confinement. Enfin et non le moindre d'autres auront perdu leur emploi, leur entreprise, leur patrimoine et seront poussées au désespoir ou à la violence dans les mois à venir. Et dans les mois à venir des centaines de milliers d'habitants des pays pauvres seront affamés parce que les ménages et les entreprises des pays développés auront réduit la demande de leurs produits en raison du confinement.

La conclusion inévitable est que, même à court terme, les politiques de confinement coûtent la vie à de nombreuses personnes qui autrement ne seraient pas mortes. À court *ET* à long terme, la politique de confinement actuelle ne sert pas à « sauver des vies » mais à prolonger la vie de *certaines* personnes au détriment de la vie d'*autres personnes*.

Conclusion

Les politiques de confinement sont compréhensibles en tant que réaction à la panique par des dirigeants politiques qui veulent faire « la » bonne chose et qui doivent prendre des décisions sur



la base d'informations incomplètes. Mais à la réflexion – et, certainement avec le recul – ce ne sont pas de bonnes politiques. Les fermetures des mois derniers n'ont pas été propices au bien commun. Sans doute elles ont sauvé la vie de nombreuses personnes, mais elles ont également mis en danger – et mettent toujours en danger – la vie et les moyens de subsistance de nombreuses autres personnes. Elles ont créé un précédent politique nouveau et dangereux. Elles ont renforcé les incertitudes pour la vie économique qui émanent de notre régime politique. Ce *regime uncertainty* – pour reprendre l'heureuse expression de Robert Higgs – va dorénavant peser sur les choix des individus, des familles, des communautés et des entreprises.

La bonne chose à faire maintenant est d'abandonner rapidement et complètement ces politiques. Les citoyens des pays libres sont capables de se protéger seuls. Ils peuvent agir individuellement et collectivement. Ils ne peuvent guère agir lorsqu'ils sont enfermés. Ils salueront tout conseil honnête et compétent à propos de ce qu'ils peuvent ou doivent faire, puis ils procéderont de manière responsable, seuls ou en coordination avec d'autres, pour prendre les mesures adaptées.

Le plus grand danger est en ce moment l'organisation d'un déconfinement malavisé, notamment sous prétexte de « gérer la transition » ou de toute autre justification fallacieuse. Est-il vraiment nécessaire de parcourir l'interminable liste des erreurs de gestion des technocrates gouvernementaux ? Faut-il rappeler que des personnes qui ne jouent pas leur propre peau sont irresponsables au vrai sens du terme ? Ces soi-disant gestionnaires auraient dû rester en dehors de la scène. Au lieu de cela, et jusqu'ici, ils ont réussi à pousser tout le monde en dehors du théâtre. S'ils sont autorisés à continuer, ils pourraient très bien transformer la calamité actuelle – aussi grande soit-elle – en un véritable désastre.



Le précédent historique qui me vient à l'esprit, c'est la Grande Dépression des années 1930. A cette époque-là aussi, le monde libre a été confronté à une récession douloureuse lorsque l'implosion de la bulle boursière a entraîné un effondrement déflationniste de l'économie financiarisée et un chômage massif. Cette *récession*, aussi dure fut-elle, aurait pu être brève et limitée comme l'avaient été toutes les récessions précédentes aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Au lieu de cela, elle s'est transformée en une *dépression longue et persistante sur plusieurs années*, entretenue par la folie de Franklin D. Roosevelt et de son gouvernement qui avaient la prétention de gérer la reprise avec les dépenses publiques, les nationalisations et le contrôle des prix.

Il n'est pas trop tard. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître une erreur honnête et corriger une ligne de conduite erronée. Espérons que le Président Macron, le Président Trump et toutes les autres personnes de bonne volonté retrouveront rapidement leurs esprits.